



Crise énergétique

Le Togo est en concertation avec les pays du Sahel... !

Une crise énergétique est en cours en Afrique de l'Ouest, plus précisément dans le domaine des hydrocarbures. Le Togo qui n'est pas producteur de cette ressource stratégique se tourne vers les pays du Sahel dont le Niger pour s'approvisionner plus facilement.



PAGE 3

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Gnon Passidou : de la microfinance à la banque classique grâce à Nkodédé

Née dans une famille polygame, Gnon Passidou a dû affronter des défis dès son plus jeune âge. Elle se rappelle : "Mon père, chasseur, m'emmenait avec lui car il n'avait qu'un fils. Les filles, surtout moi, devons participer aux activités pour subvenir aux besoins de la famille." ...

PAGE 2

ACTUALITÉ



Rotary club

Lomé, une rencontre internationale des Rotariens du 2 au 6 avril prochain

Basé à Lomé, en 2023, le Rotary International, District 9103 organise du 2 au 6 avril 2024, sa toute première Assemblée de formation et Conférence de District à Lomé. L'annonce a été faite lundi 19 février ...

P 8



37ème sommet de l'UA/ table ronde sur les richesses vertes Victoire Tomégah-Dogbé y était

Le samedi 17 février 2024, la Première ministre Victoire Tomégah-Dogbé a représenté le président de la République Faure Gnassingbé à la 37ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA). L'agenda de la cheffe du gouvernement a été ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Ambassadeur de la CAF, voici le rôle que va jouer Emmanuel Adébayor

La Confédération africaine de football (CAF) a annoncé, le lundi 19 février, la nomination de Sheyi Emmanuel Adebayor en tant que nouvel Ambassadeur. La légende du football togolais, retraité depuis quelques années, rejoint le nouveau programme lancé en début d'année par l'institution faitière continentale, et qui comprend déjà dans ses rangs d'anciennes gloires comme El Hadji Diouf (Sénégal), Asamoah Gyan (Ghana), Ahmed Hassan (Egypte) et Augustine 'Jay-Jay' Okocha (Nigéria).

Aux côtés de ces illustres joueurs, l'ancien capitaine des Eperviers contribuera à promouvoir la Confédération et le football africain, ainsi qu'à jouer un rôle important dans des activités telles que les tournois, les initiatives caritatives, les événements commerciaux et sociaux, entre autres.

Pour rappel, les critères de sélection des ambassadeurs de la CAF sont entre autres, la réussite sportive et professionnelle, l'impact social et la valeur commerciale. Depuis son retrait des pelouses, l'ex numéro 4 de la sélection nationale s'est particulièrement investi dans diverses actions à travers sa Fondation : agribusiness, formation, civisme fiscal, notamment.

Lors de la finale de la dernière Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2023) organisée il y a quelques semaines en Côte d'Ivoire, Emmanuel Adebayor a été désigné pour apporter le trophée à l'issue de la rencontre.

Source : republiquetogolaise.com

Plus de 4 Millions d'abonnés !

togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour tous.

PAGE 9

	SOMMAIRE	<p>Prix ouest africain de bonne gouvernance La traduction des performances réalisées par le port de Lomé</p>  <p>P 5</p>	<p>Numerique et télécoms Au rang du développement humain au Togo</p>  <p>PP 6&7</p>	<p>Mobilité verte au Togo L'énergie propre alimente une révolution silencieuse sur les routes</p>  <p>P 10</p>
---	----------	--	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Gnon Passidou : Fière de passer de la microfinance à la banque classique grâce à Nkodede

Née dans une famille polygame, Gnon Passidou a dû affronter des défis dès son plus jeune âge. Elle se rappelle : "Mon père, chasseur, m'emmenait avec lui car il n'avait qu'un fils. Les filles, surtout moi, devons participer aux activités pour subvenir aux besoins de la famille." Cette éducation précoce à la responsabilité a forgé son caractère et renforcé sa détermination à réussir malgré les obstacles. Aujourd'hui pépiniériste reconnue à Kara, Gnon Passidou a bénéficié du soutien du FNFI pour développer cette activité, une opportunité inattendue qui a marqué son destin. Découvrez son histoire dans ce nouveau numéro de la rubrique "Échos des Bénéficiaires".

Les défis de l'éducation et la voie de l'entrepreneuriat

Gnon Passidou est née et a grandi à Kara. Dès son plus jeune âge, elle aspirait à une éducation formelle et à une réussite académique. Malgré ses responsabilités à accompagner son père à la chasse, elle refusait de sacrifier ses études. "L'éducation était une priorité pour moi ; je rêvais d'aller à l'université", confie-t-elle. Malheureusement, des obstacles administratifs l'ont contrainte à abandonner l'école en classe de 3ème. Elle s'est alors tournée vers la couture et a ouvert son propre atelier en 1991. Après le décès de son mari, elle a dû diversifier ses sources de revenus en ajoutant la vente de poissons et d'autres articles à son activité. La vente de bois de chauffage l'a finalement amenée à réfléchir et à

s'intéresser aux pépinières, motivée par la préservation de l'environnement. Elle raconte : "Un jour, je me suis demandée pourquoi nous coupions les arbres sans les remplacer. Si tout le monde agit ainsi, que deviendra notre environnement ? C'est alors que j'ai décidé de planter des arbres. Tout a commencé à partir de là, avec une formation modeste."

Le défi de l'accès au financement et la rencontre avec le FNFI

Le financement était le principal obstacle à la croissance de son entreprise. Ses premiers prêts, obtenus auprès d'institutions financières traditionnelles, étaient assortis de taux d'intérêt prohibitifs. "Je payais pratiquement 18 % d'intérêt, c'était énorme", se rappelle-

t-elle. Tout a changé en 2014 avec l'arrivée du FNFI. Gnon Passidou se souvient : "Avec le FNFI, j'ai enfin pu démarrer sérieusement. Les taux d'intérêt avantageux ont rendu mes investissements réalisables. Avant, je travaillais principalement avec mes mains, mais maintenant, j'ai

de son entreprise. Avec APSEF, elle a fait évoluer son entreprise, et le produit Nkodede lui a permis de passer de la microfinance à une banque classique. Un moment de fierté pour elle : "C'était une grande joie pour moi de passer à la banque. C'était un signe de progrès et de reconnaissance de

"Le FNFI a été une véritable bouée de sauvetage pour moi. Je suis convaincue que toutes les femmes peuvent réussir comme moi si elles osent entreprendre et saisir les opportunités qui se présentent à elles." Son rêve est d'acquérir un moyen de transport pour élargir sa clientèle et de



Gnon Passidou

pu faire des investissements significatifs."

La transition vers la Banque classique et les projets d'avenir

Grâce aux produits du FNFI, notamment le produit APSEF et le produit Nkodede cycle 1, Gnon Passidou a pu franchir des étapes importantes dans le développement

mon entreprise. J'ai obtenu 2 millions 500 avec Nkodede cycle 1. J'ai réalisé le forage et la clôture que vous voyez."

Le Message d'espoir et d'encouragement

Gnon Passidou encourage toutes les femmes à saisir les opportunités offertes par le FNFI pour devenir financièrement autonomes :

développer le maraîchage toute saison. Elle attend d'ailleurs avec impatience le Nkodede cycle 2, qui lui permettra de développer son deuxième site de 2 hectares et de réaliser ses projets d'avenir. Elle compte aussi former gratuitement d'autres femmes dans cette activité

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo

Edy Alley

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

37ème sommet de l'UA

Victoire Tomégah-Dogbé était à une table ronde sur les richesses vertes

Le samedi 17 février 2024, la Première ministre Victoire Tomégah-Dogbé a représenté le président de la République Faure Gnassingbé à la 37ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA). L'agenda de la cheffe du gouvernement a été aussi meublé par une importante table-ronde.

Rendez-vous annuel des chefs d'Etat et de gouvernement africains, cette session ordinaire qui a connu d'abord un huis clos a permis aux dirigeants du continent africain d'adopter les différents rapports de l'institution, d'examiner les projets d'instruments juridiques, et de procéder à l'élection et aux nominations au sein de l'Union africaine.

À l'ouverture des travaux, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat a dressé un tableau peu reluisant du continent, marqué par différents conflits sur le sol africain, le terrorisme, les changements de gouvernements par des juntes militaires, la situation politique au Sénégal et le retrait de certains États au sein des blocs sous régionaux.

« Au-delà cependant de ce tableau peu reluisant et son cortège de difficultés, nous avons eu quelques conquêtes. La réforme institutionnelle avance avec succès en dépit des insuffisances que nous

sommes appelés à traiter avec lucidité. L'intégration a progressé et la zone de libre-échange continentale se met peu à peu en marche. Des mesures de relance sont à prendre avec détermination », a



Victoire Tomégah-Dogbé (deuxième, de la droite vers la gauche)

indiqué le président de la Commission.

À l'issue des travaux, le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a été désigné par ses pairs comme président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de

l'organisation panafricaine pour un mandat d'un an. Il succède ainsi au président de l'Union des Comores, Azali Assoumani.

Pour le nouveau président en exercice de l'UA, l'adoption du thème de cette année : « Éducation africaine pour le 20è siècle : construction de systèmes éducatifs résilients pour accroître l'accès à une éducation

réduction de la pauvreté.

Parallèlement à ces travaux, la cheffe du gouvernement du Togo a également représenté le chef de l'Etat à une table-ronde présidentielle sur comment libérer le potentiel des richesses vertes de l'Afrique pour permettre au continent de jouer son rôle face au défi du changement climatique.

modes de financement innovants qui impliquent une valorisation des richesses vertes des pays Africains.

C'est l'enjeu de cette table ronde présidentielle qui a réuni des chefs d'Etat et de gouvernement dont la Première ministre Victoire Tomégah-Dogbé, représentant le chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Les travaux ont permis aux chefs d'Etat et de gouvernement de faire un plaidoyer afin de mobiliser plus de ressources pour faire plus et aller loin dans cette lutte contre les changements climatiques.

Les dirigeants conviennent d'un plan stratégique de sensibilisation et de plaidoyer qui vise à soutenir cette initiative à l'échelle continentale et mondiale. Ce plan comprendra l'adoption des résultats par la Commission de l'UA en tant que position africaine afin d'une présentation lors des principaux fora à venir tels que la CoP 29, l'Assemblée générale des Nations unies, les réunions du G20 ou du G7.

L'initiative est soutenue par le groupe de la Banque africaine de développement (BAD).

TM

Crise énergétique

Le Togo est en concertation avec les pays du Sahel... !

Une crise énergétique est en cours en Afrique de l'Ouest, plus précisément dans le domaine des hydrocarbures. Le Togo qui n'est pas producteur de cette ressource stratégique se tourne vers les pays du Sahel dont le Niger pour s'approvisionner plus facilement.

Cette concertation se mène avec le Mali, le Burkina Faso, et le Tchad. Ils étaient réunis à Niamey au Niger le samedi 17 février 2024. Ces pays veulent renforcer leur coopération en matière énergétique avec pour ultime finalité, la résolution des problèmes liés à l'approvisionnement en gasoil. Le Premier ministre du Niger, Ali Mahamane Lamine Zeine, présidant la rencontre, a souligné l'importance de cette initiative commune dans son discours d'ouverture.

« Cette réunion est un jalon important du processus enclenché par

nos pays pour prendre en charge, davantage par nous-mêmes, nos problématiques communes, en particulier celles cruciales. Je suis confiant que les objectifs assignés à cette réunion seront atteints, plaise à Dieu, notamment en convenant d'un accord adéquat et pérenne pour la fourniture du gasoil et en établissant une feuille de route pour la concrétisation d'un projet commun majeur en matière de production et d'accès à une électricité de source solaire », a-t-il indiqué. Au cours de cette réunion, les parties prenantes ont travaillé

sur un projet de protocole d'accord de fourniture de gasoil par le Niger aux autres pays participants, ainsi que sur l'élaboration

énergétiques cruciaux.

La rencontre a abouti à l'adoption et à la signature du protocole d'accord sur la fourniture de gasoil par



Mila Aziablé, ministre déléguée auprès du président de la République, chargée des Mines et de l'Energie

d'une feuille de route pour résoudre les problèmes

le Niger au Burkina Faso, au Mali et au Tchad. Quant

au Togo, les discussions se poursuivent selon un communiqué conjoint. De plus, les cinq pays ont adopté une feuille de route pour relancer et concrétiser le « Projet desert to power » et ont décidé d'élargir la réunion des ministres en charge de l'Énergie aux ministres en charge des Mines.

Il est important de noter que le Togo a participé à cette réunion sur invitation du Niger et ne fait pas partie de l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette clarification a été faite par les autorités nigériennes, soulignant qu'il n'y avait aucun lien entre cette rencontre et une quelconque intention d'intégration du Togo ou du Tchad à AES.

Edem Dadzie

Enseignement primaire et secondaire

Amélioration continue de la capacité d'accueil des établissements scolaires publics au Togo

Au Togo, le gouvernement œuvre pour une amélioration des conditions d'études des apprenants dans les écoles publiques. Il s'agit pour les autorités du pays en particulier le chef d'Etat togolais, Faure Gnassingbé de redonner à l'école publique togolaise sa renommée d'antan.

Dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, le document qui guide l'action publique dans le pays, l'exécutif s'est donné pour ambition de construire et équiper, dans le cadre du partenariat public-privé, 30 000 salles de classes d'ici 2025. Depuis 2021, plusieurs chantiers ont été lancés dans ce sens. Concrètement, 130 salles de classe, 19 bureaux et 19 magasins pour le compte de cette année. « Ce premier palier est en phase avec les acquis engrangés au titre de l'année scolaire 2020-2021. En effet, 359 salles de classe ont été construites, grâce au Projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV) et à l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb). En outre, 346 salles de classe et 733 cabines de latrines ont été réhabilitées sur le budget de l'Etat », a souligné le ministre des enseignements primaire et secondaire. En 2022, plus de 150 nouvelles

salles se sont ajoutées aux infrastructures. En 2023, une nouvelle vague d'infrastructures a été lancée. En effet, en juillet 2023, le ministre délégué en charge de l'enseignement technique et de l'artisanat, Kokou Eke Odin a donné à l'EPP Agbonou-CEET dans la préfecture de l'Ogou (à plus 160 km au nord de Lomé), le coup d'envoi officiel des travaux de construction de 159 salles de classe au profit de quatre régions du Togo. Les travaux financés par le Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (Paqeeb) permettront de mettre à la disposition des enseignants et élèves, des bâtiments modernes pour un enseignement de qualité. 45 écoles primaires et 6 collèges étaient concernés. Pour les écoles primaires publiques, il s'agira de trois bâtiments dont un bloc pédagogique de trois salles de classe avec bureau, un magasin, deux blocs de latrines de trois cabines chacun dont un bloc est réservé aux élèves filles.

En ce qui concerne les collèges, il est question de quatre bâtiments dont un bloc pédagogique de quatre salles de classe, un bloc administratif et deux blocs de latrines de trois cabines chacun dont un bloc est réservé aux élèves filles.

Une école de qualité...

Selon le ministre Kokou

des Enseignements primaire et secondaire. Il a clairement affiché sa volonté de remettre l'école publique togolaise sur les bons rails.

Sous le leadership du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, étape par étape, Dodzi Kokoroko dépoussière et renforce l'éducation nationale. Du recrutement

nouvellement recrutés seront déployés dans les écoles. Au rang des réformes, on note aussi une amélioration dans la pédagogie avec la réforme des écoles de formations des instituteurs et la création récente d'un centre national d'évaluation des apprentissages. « Nous avons de l'ambition



Une salle de classe

Eke Odin, « ces actions sont une illustration de la détermination et du pragmatisme des autorités à traduire dans les faits une vision, celle de faire de l'éducation togolaise, une éducation de qualité ».

« Quand l'école va, la République se porte bien », avait déclaré Professeur Dodzi Kokoroko à sa prise de fonction au ministère

des enseignants à l'amélioration de la capacité d'accueil en passant par le renforcement des programmes, il redonne de l'avenir à l'école togolaise. En plus des infrastructures et des bancs, le gouvernement étoffe également l'effectif des enseignants. Dans les prochains jours, quelques 3000 enseignants

pour l'école togolaise. Nous n'avons pas peur des difficultés parce que nous voulons incarner exclusivement les solutions... Avec le président de la République Faure Essozimna Gnassingbé, l'école togolaise est un avenir et un avenir », a déclaré Prof Kokoroko.

Rachidou Zakari

Programme des Nations Unies pour le développement



REPUBLICATION D'APPEL D'OFFRES

Travaux de construction d'une Unité d'Hémodialyse au CHU de Kara

Le bureau du PNUD Togo relance l'appel d'offres pour la sélection d'une entreprise nationale ou internationale pour la réalisation des travaux de construction d'une Unité d'Hémodialyse au CHU de Kara.

Pour être éligible au présent appel d'offres, les entreprises intéressées doivent remplir au minimum, les conditions ci-après :

- Avoir au moins sept (07) ans d'expériences dans le domaine de la construction de bâtiments et des travaux publics.
- Avoir réalisé au moins trois (03) marchés de nature, et de valeur similaire réalisé durant les cinq (05) dernières années (2018, 2019, 2020, 2021 et 2022) et pendant l'année 2023 en cours à titre d'entrepreneur principal.
- Fournir le statut de l'entreprise ou l'immatriculation au Registre du Commerce
- Fournir les attestations de régularité fiscale et sociale en cours de validité conformément aux règles du pays d'origine
- **Fournir une garantie de soumission de 5 000 000 F CFA.**

Toutes les autres exigences du présent appel d'offres figurent dans le dossier complet d'appel d'offre, à télécharger sur le site web du

PNUD à l'adresse :

https://procurement-notice.undp.org/view_negotiation.cfm?nego_id=16484

Une visite de site obligatoire aura lieu le mardi 27 février 2024 à partir de 09 h 00. Prière contacter avant le 26 février 2024 à 12 h, le point focal de la visite, M. Kader ABDOULAYE (Tél : +228 90 38 35 30, courriel : kader.abdoulaye@yahoo.fr).

Juste après la visite de site, une réunion préparatoire suivi d'une formation sur la plateforme quantum aura lieu en présentiel au niveau du CHU de Kara à partir de 10 h 30.

Les offres seront reçues uniquement sur la nouvelle plateforme de gestion des appels d'offre du PNUD, QUANTUM, et toute soumission physique ou par mail ne sera pas prise en compte.

Pour tous ceux qui rencontreront des difficultés avec avoir suivi la formation sur la plateforme quantum, prière nous écrire sur à l'adresse procurement.tg@undp.org le plus tôt possible.

Le délai de soumission des offres sur la plateforme quantum est le 18 mars 2024 à 10 h 00 UTC.

Prix ouest africain de bonne gouvernance La traduction des performances réalisées par le port de Lomé

Le Port autonome de Lomé (PAL) a reçu, ce vendredi 16 février à Lomé, le prix ouest africain de bonne gouvernance d'entreprise. C'est une nouvelle distinction qui renseigne sur les performances de l'institution portuaire togolaise. Suite à un accroissement du trafic global du port entre 2019-2023, la courbe des marchandises manutentionnées a connu une légère croissance. Un peu plus de 30 millions de tonnes de marchandises ont été manutentionnées par le port de Lomé en 2023.

C'est une étoile de plus que le port de Lomé ajoute à son palmarès. Le prix ouest-africain de bonne gouvernance d'entreprise, décerné par le cabinet Prudence finance solution (PFS), est « une mesure incitative qui oriente l'entreprise vers l'atteinte des objectifs définis en termes de couverture des principes directeurs », a expliqué Kaglan Komlan Sitsopé, chef de mission du cabinet.

Ce prix qui est à sa 2ème édition, récompense la gouvernance financière, sociale et sécuritaire, ainsi que la prévention de risques au sein de la plateforme portuaire. C'est un réconfort pour les autorités du PAL. Ce prix traduit donc l'élan des performances concrétisées par le Port de Lomé. En séance d'échanges avec la presse, le 16 février dernier, le PAL a présenté les résultats de ses activités durant les 5 dernières années.

Avec 29,7 millions de tonnes de marchandises manutentionnées de plus qu'en 2022, le secteur connaît une légère hausse, de moins

de 1% comparativement à 2023. De 8 069 169 tonnes en 2022, les marchandises manutentionnées en 2023 sont passées à 8 912 225 tonnes, soit une augmentation de 10,45%. Le volume des exportations est quant à lui, ressorti à 2 282 843 tonnes en 2022, pour une croissance de 37,72%.

Pour le ministre de l'Economie maritime, Edem Kokou Tengué, ces chiffres illustrent « la vigueur économique » du Togo, « malgré une légère baisse du transbordement ». Face à la compétitivité, le ministre invite le PAL à plus d'efforts pour de meilleures performances. « Il est temps que notre dynamisme opérationnel et commercial s'intensifie pour rester compétitif », a indiqué Edem Tengué.

En 2022, le port de Lomé a reçu le prix du « Meilleur Trafic Transit et Transbordement » et, celui de la « Meilleure Politique de Système de Management Intégré » (SMI).

Edy Alley

Coopération énergétique

Le gasoil nigérien bientôt dans les pompes à carburant togolaises

En vue de satisfaire les besoins énergétiques de leurs pays respectifs, les ministres de l'Energie du Mali, du Burkina Faso, du Tchad, du Niger et du Togo, ont tenu une réunion, ce 17 février 2024 à Niamey. Cette rencontre a permis aux parties prenantes de s'accorder sur une Feuille de route visant la fourniture du gasoil nigérien aux 4 autres pays.

Dans la droite ligne de la mise en service d'un oléoduc géant au Niger, les parties à cette réunion veulent miser sur le renforcement de la coopération économique inter-Etats. Les Etats parties, ont procédé à l'adoption et la signature du protocole d'accord sur la fourniture du gasoil nigérien au Burkina Faso, au Mali, au Tchad et au Togo. Représenté par la ministre des Mines, Mawunyo Mila Aziabile, le Togo était aussi à la table des négociations en vue de son approvisionnement. Il a également contribué lors des travaux à l'élaboration d'une Feuille de route pour l'autonomisation énergétique des pays participants. Le communiqué final annonce que le Niger poursuit la discussion avec le Togo en vue de son approvisionnement en gasoil.

Selon le Premier ministre Ali Mahamane Lamine Zeine, cette rencontre vise à se « convenir d'un accord adéquat et pérenne pour la fourniture du gasoil et d'une Feuille de route visant la concrétisation d'un projet commun et majeur en matière de production et

d'accès à une électricité de source solaire ». Les pays ont ainsi adopté la Feuille de route pour la relance et la concrétisation du Projet Desert To Power (la dorsale Trans-sahélienne à Haute Tension, les projets nationaux et les projets transfrontaliers). Ils ont aussi décidé de l'élargissement de cette réunion aux ministres en charge des Mines. Les parties prenantes ont également opté

prioritaires doit être effectuée en prenant en compte le Togo et l'extension interne au Tchad. Ensuite, une recommandation a été faite pour la mise en place d'un mécanisme de prise en charge au niveau des pays, des études de faisabilité prévues dans le cadre de cette dorsale. De plus, une autre recommandation a été faite sur un nouveau tracé des lignes qui concerne le Mali, le Burkina



Réunion tenue à Niamey ce 17 février 2024 entre les ministres de l'Energie du Mali, du Burkina Faso, du Tchad, du Niger et du Togo

pour la fixation d'une périodicité mensuelle pour les réunions virtuelles des ministres en charge de l'Energie. Elles se sont enfin penchées sur la mise en place d'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des conclusions de la réunion présente et celles à venir. Par ailleurs, 4 recommandations ont été faites à la suite des échanges. D'abord, la première vise à prendre en compte les préoccupations de l'ensemble des pays concernés telles qu'exprimées au cours de la rencontre. Une révision du tracé de la dorsale Trans-sahélienne à Haute tension et de la liste des projets d'action

Faso, le Niger, le Tchad avec bretelle vers le Togo. Enfin, les parties ont parlé de la mise en place d'un cadre permanent d'échanges, au niveau d'orientation stratégique et au niveau opérationnel.

En raffinant depuis 2011, quelques 20 000 barils de gasoil et d'essence par jour, le Niger veut donc par cette attente densifier ses relations d'affaires avec les pays voisins. En érigeant un oléoduc en 2023 qui part d'Agadem, jusqu'au Bénin, cette manne pétrolière est une opportunité pour les pays de la sous-région.

Edy Alley

Banque

Dr. Sampawende Jules Tapsoba, nouvel économiste en chef adjoint d'Afreximbank

Représentant résident de FMI au Togo, jusqu'à un passé récent, le Burkinabè Sampawende Jules Tapsoba est nommé économiste en chef adjoint chez Afreximbank. Il prend également les rênes du département de gestion des données et du développement des modèles à la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank). Cette nomination a été faite dans le cadre d'une restructuration du département.

Le rôle du Dr. Ampawende Jules Tapsoba sera principalement axé sur la recherche et l'élaboration d'études stratégiques, tout en portant une attention singulière à la région Afrique francophone. Cette démarche vise à équilibrer l'approche de la Banque, souvent perçue comme étant principalement orientée vers les pays anglophones.

Fonctionnaire du Fonds monétaire international (FMI) au Togo entre 2017-2021, Sampawende Jules Tapsoba a joué un rôle crucial dans la mise en œuvre du programme triennal, soutenu par une

Facilité élargie de crédit (FEC) de 244,8 millions de dollars, validé en mai 2017 pour le Togo. Ce cadre a balisé la voie à des réformes économiques majeures, basées sur l'optimisation de la mobilisation des recettes publiques et la gestion prudente de la dette. C'est sous sa houlette que ces réformes ont abouti à une baisse remarquable de la dette publique togolaise. En seulement 3 ans, cette dette est passée de 82 % à 51 %.

Sampawende Jules Tapsoba détient un doctorat en économie internationale et est titulaire de deux masters.

Le nouveau chef adjoint d'Afreximbank a un master en économie internationale, économie du développement et gestion de projets de l'Université d'Auvergne, en France, ainsi qu'un autre master en gestion des



Sampawende Jules Tapsoba

activités bancaires du Centre de formation de l'association bancaire du Togo. En intégrant le FMI en 2010,

Sampawende Jules Tapsoba a occupé les fonctions d'économiste principal pour le Malawi et le Rwanda. Il a co-dirigé le réseau de surveillance du département africain du FMI et joué un rôle majeur dans le groupe consultatif de

recherche du département africain du Fonds. Bien avant son parcours au FMI, l'économiste burkinabè a

été sous-directeur de l'Unité d'aide au Trésor français au ministère français des Affaires étrangères. Il a été économiste à l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) et économiste à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Il est également Senior Fellow à la Fondation pour les Études et recherches sur le développement international (FERDI), avec un intérêt de recherche se concentrant sur la finance internationale, la croissance inclusive et l'intégration régionale.

L'arrivée de Dr. Sampawende Jules Tapsoba à Afreximbank coïncide avec l'arrivée du Nigérien Yemi Kale qui prend les rênes en tant qu'économiste en chef.

Edy Alley

Numérique et télécoms

Au rang du développement humain au Togo

Le Togo est depuis quelques années dans une dynamique de révolution numérique à travers la digitalisation des services et les télécommunications. La création du portail numérique <http://service-public.gouv.tg> est l'une des réalisations phares de ce processus. A côté, la participation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) à l'émergence des Tic était vivement attendue à sa création. L'Arcep assure le contrôle du secteur qu'il rend plus profitable pour les utilisateurs, sans oublier l'argent qu'il rapporte dans les caisses nationales.

digitalisées sur « service-public.gouv.tg » à l'horizon 2025, comme stipulé dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025 et la Stratégie Togo digital 2025.

Sans aucun doute, le processus de digitalisation des services publics s'est accéléré avec la création de l'Agence Togo Digital,

de communications électroniques et des postes dans un contexte de modernité et d'évolution technologique. Une de ses missions est de gérer et contrôler les opérateurs autorisés par le gouvernement pour établir et exploiter des réseaux et services ouverts au public.

différenciation tarifaire intra et extra-réseau et pour manquements graves à l'obligation d'assurer une disponibilité permanente des services de communications électroniques mobiles.

Quant à Moov, elle a été condamnée en mai 2021 à payer une amende de près de 594 millions de francs CFA pour non-respect de l'obligation de disponibilité des services. Puis il y a GVA Togo mise en demeure pour manquements graves et récurrents à la disponibilité de service. Le pays entend simplifier le régime des redevances qui est une autre source de recettes pour l'Arcep. Cela devrait faciliter son travail du régulateur. Conformément à la vision de développement liée au numérique, l'Arcep a enclenché début avril 2023 le processus de mise en œuvre technique de la portabilité des numéros mobiles. Elle consiste à offrir au client la possibilité, lorsqu'il change de fournisseur, de conserver le même numéro. 95% des consommateurs sondés sont favorables à la portabilité des numéros.



L'Arcep sait très bien le faire. Rien qu'en 2022 par exemple, sa participation au budget de l'Etat a atteint 04 milliards de francs CFA, sous l'effet des sanctions. C'est représentatif d'une augmentation par rapport au revenu de 3,94 milliards de francs générés en 2021. L'Autorité qui est opérationnelle depuis octobre 2020 a engagé des procédures de sanctions contre les opérateurs de téléphonie mobile qui entravent d'une façon ou d'une autre les objectifs de développement électronique établis par les pouvoirs publics. En effet Togo Cellulaire, Moov Africa et Groupe Vivendi Africa (GVA Togo) qui commercialise Canal Box ont été les plus atteints par les pénalités. Togo Cellulaire a reçu deux

Mis en ligne en 2017 le portail numérique service-public.gouv.tg, a été actualisé en juin 2022. Les changements permettent de regrouper en une interface tous les services publics digitalisés de l'administration.

E-services publics en vogue au Togo

De juin 2022 à juin 2023, 101 730 demandes ont été enregistrées. La nouvelle interface permet aux citoyens et aux entreprises de créer un compte. Avec ce compte, ils peuvent effectuer en ligne l'ensemble des démarches administratives digitalisées et intégrées au portail. Plus de 97 000 comptes ont déjà été créés dont 64% pour les hommes et 36% pour les femmes. Grâce au compte créé, les utilisateurs ont la possibilité de payer en ligne les différents frais liés aux diverses procédures, de suivre

en temps réel l'évolution de leurs dossiers depuis leur compte utilisateur, de garder l'historique des documents échangés avec l'administration, etc.

Le nouveau portail a commencé avec 04 démarches entièrement digitalisées. Il s'agit des demandes en ligne de passeport ordinaire et de service, de carte de séjour, de raccordement à l'électricité basse tension, et de permis de construire.

Elle est la cinquième démarche complètement digitalisée. Depuis janvier 2023, les Togolais qui vivent sur le territoire et ceux qui sont à l'étranger ont la possibilité d'obtenir ce document dans un délai court. Par exemple 1342 certificats de nationalité ont été délivrés aux Togolais de l'extérieur sur la période de septembre à octobre 2022. L'ambition du Togo est de parvenir à 100% des démarches administratives

agence gouvernementale qui pilote les projets digitaux.

Télécoms : l'Arcep aux chevets du développement



L'Arcep est une autorité administrative indépendante créée pour réguler les marchés

amendes pour un montant de 3,4 milliards de francs entre février 2021 et juin 2022 pour

Togo : indice du développement humain

Le pays est déterminé à accroître la richesse

dans le but de répondre aux exigences du développement social. Cette volonté se

(RDH) pour fournir une analyse approfondie et objective de la situation du développement

a réussi à réaliser des progrès avec un Indice du développement humain (IDH) qui est passé de

L'avancée est le fruit des projets et programmes déployés par le pays dans le domaine des infrastructures de base ainsi que des réformes économiques. D'importants investissements ont été consentis pour garantir aux ménages et communautés défavorisées un accès accru aux infrastructures socioéconomiques essentielles.

potable, la création de 19 centres communautaires, l'établissement de 10 unités de soins périphériques, la construction de 06 hangars de marché et la mise en place de 02 réservoirs d'eau. L'ensemble de ces réalisations a mobilisé des fonds d'une valeur de plus de 05 milliards de francs CFA.

Initialement prévu pour prendre fin en décembre 2021, le projet a été prolongé jusqu'en juin 2023, offrant



manifeste par des efforts soutenus et des réformes économiques. Ces actions engendrent des résultats prometteurs.

Le Togo crée un environnement propice à la croissance et au bien-être de chaque habitant dans tous les domaines. Ainsi, le Programme des nations unies pour le développement (Pnud) publie régulièrement le rapport sur le développement humain

humain à travers le monde.

Le rapport 2021-2022 intitulé « temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation » met en évidence le contexte actuel du développement, dominé par des incertitudes chroniques et interactives à l'échelle mondiale. Dans ce climat de crises et d'incertitudes, le Togo

0,515 en 2019-2020 à 0,539 en 2021-2022. Il occupe ainsi le deuxième rang des pays de l'Uemoa derrière la Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, le rapport révèle que le revenu national brut a connu une hausse exceptionnelle, passant de 1 602 dollars en 2019-2020 à 2 167 dollars en 2021-2022. L'espérance de vie à la naissance est quant à elle passée de 61 ans à 61,6 ans sur la même période.



de 133 microprojets ont été réalisés. On compte la construction de 83 établissements scolaires, l'installation de 70 forages équipés de systèmes mini-adduction d'eau

ainsi des avantages supplémentaires à 26 250 ménages résidant dans la grande agglomération de Lomé.

Attipoe Edem Kodjo

BULLETIN D'ABONNEMENT



tm
TOGOMATIN

Abonnez-vous au journal quotidien **TOGO MATIN !**

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:

Profession ou activité:

Adresse: / BP:

Tél: / E-mail:

Je m'abonne

01	Abonnement mensuel:	5.000 FCFA
02	Abonnement trimestriel:	15.000 FCFA
03	Abonnement semestriel:	20.000 FCFA
04	Abonnement annuel:	40.000 FCFA

Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**! Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?

📞

BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Lomé accueille une rencontre internationale des Rotariens du 2 au 6 avril prochain

Basée à Lomé, en 2023, le Rotary International, District 9103 organise du 2 au 6 avril 2024, sa toute première Assemblée de formation et Conférence de District à Lomé. L'annonce a été faite lundi 19 février lors d'une conférence de presse présidée par son gouverneur, Germain Tomegah.

Les rencontres réuniront les Clubs membres du District notamment le Bénin, le Niger et le Togo autour du thème, " Innover, impacter, pérenniser...le service : en tant qu'ambassadeurs, comment innover pour attirer plus de monde et atteindre nos objectifs ? Comment générer plus d'impact à travers nos actions et celles de notre club, de notre district? Comment financer et pérenniser le service rotarien?" Selon le gouverneur, ces rencontres s'inscrivent également dans le cadre de la célébration des 55 ans d'existence du Rotary au Togo. L'occasion servira de cadre d'échanges, du vivre ensemble, de célébration d'amitié, de partages d'expérience entre autres.

Lors de la rencontre avec la presse, M. Germain Tomegah a fait découvrir davantage leur district et partager les questions d'actualités du département dont il a prit le règne depuis le 1er juillet 2023.

" Il y a de cela 24 ans, lorsque je me suis engagé avec le Rotary suite à une invitation, j'y ai trouvé un cadre de relations humaines et de service. Cela allait dans la continuité des principes de ma vie spirituelle, servir d'abord, prendre de son temps, de son énergie et de son argent pour le prochain. C'est ce qui caractérise le Rotarien, la Rotarienne", a-t-il confié.

Il a souligné que le Rotary est apolitique et accueille toute personne travailleuse,



homme comme femme de toute religion, capable d'apporter sa contribution au profit du monde.

Chaque année, un gouverneur est élu pour un mandat d'un (1) an.

"Créons de l'espoir dans le monde", tel est le slogan autour duquel œuvrent cette année, le Rotary qui compte un réseau de 1, 4 de personnes de part le monde. Leurs actions pour le compte de cette

année sont basées sur la santé mentale, promotion de la paix, le maintien de l'émancipation des filles, travail sur la diversité, l'équité et l'inclusion et finir le combat contre la polio.



COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Relatif au déménagement de la Division des Opérations Fiscales du Golfe 2

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de la population en général, des partenaires et des usagers en particulier, que la Division des Opérations Fiscales du Golfe 2 (Hédzranawoé) a déménagé dans de nouveaux locaux, au quartier Novissi.

La Division des Opérations Fiscales du Golfe 2 (Hédzranawoé) se situe désormais dans la 3ème rue à gauche, en allant de la station d'essence MRS Novissi vers la station d'essence Oando (Avenue Akei), ou dans la 4ème rue à droite, en partant de Oando vers MRS Novissi.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le 92877400.

Un accueil chaleureux et un service de qualité vous y attendent.

Fait à Lomé, le 13 février 2024

Le Commissaire Général

Signature

Philippe Kokou B. TCHODIE



Guinée/Remaniement

Mamady Doumbouya limoge tout le gouvernement

Après le Ghana, la semaine dernière où 13 ministres se sont vu remercié du gouvernement par le président Nana Akufo Addo, c'est au tout du président de la transition guinéenne Mamady Doumbouya de limoger tout le gouvernement. Aucune raison n'a été évoquée pour justifier cette décision. Mais tout porte à croire, en raison des mesures conservatoires prises par le chef de la junte à l'encontre des désormais ex- ministres, que plusieurs griefs leur seraient reprochés.



Col. Mamady Doumbouya

Des faisceaux d'indices laissent tout de même penser à un probable remaniement de ce gouvernement. Mais rien ne pouvait donner la puce à l'oreille d'un limogeage intégral du gouvernement Goumou.

En fonction depuis le juillet 2022, ce gouvernement avait connu peu de modifications depuis sa nomination, quelques semaines après le coup d'Etat du 5 septembre 2021. Des portefeuilles importants ont changé de mains comme le ministère de la Justice ou encore de la Santé.

Face caméra, ce qui a paru comme une sentence sans appel pour les ministres de l'équipe de Goumou, a été lu par le général de

brigade, chef d'Etat major général des armées de Guinée, Amara Camara. Avec effet immédiat, tous les ministres perdent leurs attributions et ce sont donc les directeurs de cabinet, les secrétaires généraux et leurs adjoints qui gèrent les affaires courantes jusqu'à la mise en place d'un nouveau gouvernement. Les désormais ex-ministres du gouvernement perdent leur véhicule de fonction, leurs gardes du corps leur sont retirés et leurs avoirs en banque sont gelés. Ils doivent enfin, restituer tous leurs documents de voyage au secrétariat général de la présidence.

Sans mentionner la prochaine étape, le président de la transition semble avoir

pris une décision après mure réflexion. Et même si aucune raison n'est avancée pour justifier cette démobilisation totale du gouvernement alors qu'il reste 10 mois pour organiser les élections et transmettre le pouvoir aux civils, selon la promesse faite à la Cedeao, tout porte à croire que la crise sociale que traverse le pays depuis quelques mois avec la cherté de la vie, les coupures d'électricité récurrentes, l'absence de dialogue entre les autorités et les partis politiques connaîtra des lendemains difficiles.

Pourtant, le début d'année 2024 semblait parti sous de bons auspices. En décembre dernier, au cours d'un discours de fin d'année, le colonel Mamady Doumbouya avait annoncé l'organisation d'un référendum constitutionnel devant permettre de proposer aux guinéens une nouvelle Constitution qui « ressemble et rassemble » les guinéens. Etape vers le retour du pouvoir aux civils, cette annonce avait été interprétée comme un vent d'espoir pour le retour à l'ordre constitutionnel et institutionnel dans le pays. Ce limogeage du gouvernement vient ainsi relancer les débats sur les intentions du chef de la junte.

T.M.

Sénégal

La candidate Rose Wardini se retire de la course à la présidentielle

Le Sénégal est toujours dans le flou après le report de la présidentielle initialement prévue le 25 février. Le chef de l'Etat a annoncé des « concertations » pour organiser le scrutin « dans les meilleurs délais ». Dans ce contexte très incertain, Rose Wardini, retenue dans la liste des 20 candidats publiée par le Conseil constitutionnel, s'est retirée de la course.



Rose Wardini

Les soupçons autour de sa double nationalité française, dévoilés après la publication de la liste de candidats, ont fait polémique. La présidente du mouvement « Sénégal nouveau » jette donc l'éponge et plaide la bonne foi. « La paix et la réconciliation de tous les enfants de ce pays passe largement au-dessus de toute ambition. C'est pourquoi j'ai décidé de renoncer aux miennes en espérant que cela facilitera la continuation du processus électoral et que les élections puissent se tenir avant le 2 avril 2024. »

Le cas de Rose Wardini était justement avancé par le PDS, qui a dénoncé

un « deux poids, deux mesures » pour demander un report de l'élection. Son candidat Karim Wade avait lui été recalé à la dernière minute par le Conseil constitutionnel en raison de sa double nationalité. « Injuste » pour le PDS qui a de nouveau demandé ce lundi une reprise du processus de sélection, par la voix du député Mamadou Lamine Thiam.

« Le PDS et la coalition K2024 participeront pleinement au dialogue national annoncé par le président de la République afin d'organiser et de garantir une élection présidentielle apaisée, inclusive, transparente et non contestable. »

De leur côté, 15 candidats validés pour la présidentielle du 25 février, exigent une élection et une passation de pouvoir avant le 2 avril, date de l'expiration du mandat du chef de l'Etat. Parmi eux, Bassirou Diomaye Faye, candidat de l'ex-Pastef, emprisonné, Khalifa Sall, Thierno Alassane Sall, Malick Gakou ou encore Aly Ngouille Ndiaye, ancien ministre du président Macky Sall.

Rfi.fr

Haïti/Assassinat du président de la République

Sa femme ainsi que le Premier ministre d'alors inculpés

On se rappelle en 2021, la nouvelle avait fait le tour des médias dans le monde. Les images du commando qui avait attaqué la résidence présidentielle du président haïtien avaient inondées les réseaux sociaux. Le président Jovenel Moïse avait été tué par balle dans sa résidence privée à l'âge de 53 ans par un commando de plus de 20 personnes. Sa femme avait elle-même été blessée lors de l'attaque. La justice haïtienne a inculpé une cinquantaine de personnes, dont l'ex-Première dame Martine Moïse, un ancien Premier ministre et un ex-chef de la police pour leur implication présumée dans l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021.

Dans un document de 122 pages publié par le média haïtien AyiboPost

ce 20 février 2024, le juge d'instruction en charge du dossier a demandé le renvoi de Martine Moïse et 50 autres



Martine Moïse

personnes devant le tribunal criminel « pour y être jugés sur les faits d'association de

malfaiteurs, de vol à mains armées, de terrorisme, d'assassinat et de complicité d'assassinat, crimes commis

au préjudice » du président Moïse.

Selon ce document, les

déclarations de l'ex-Première dame (...) sont « si entachées de contradictions qu'elles laissent à désirer et la discréditent ».

L'ancien Premier ministre par intérim Claude Joseph ou encore l'ancien directeur général de la police nationale Léon Charles figurent parmi les individus inculpés, l'ordonnance faisant état d'« indices suffisants » de complicité dans l'assassinat du chef de l'Etat haïtien pour tous deux.

Le 7 juillet 2021, Jovenel Moïse avait été tué par balle dans sa résidence par un commando de plus de 20 personnes, principalement des mercenaires colombiens, sans que

ses gardes du corps n'interviennent. Martine Moïse avait elle-même été blessée lors de l'attaque.

Le 9 février, Joseph Vincent, un Américano-Haïtien accusé d'avoir participé à son assassinat a été condamné en Floride, aux États-Unis, à la réclusion criminelle à perpétuité. La justice américaine avait lancé des poursuites visant 11 personnes accusées d'être mêlées à l'assassinat, au motif que le complot avait été ourdi en Floride. Quatre d'entre elles ont été condamnées à la prison à vie, dont Joseph Vincent qui avait plaidé coupable en décembre.

T.M.

Mobilité verte au Togo

L'énergie propre alimente une révolution silencieuse sur les routes

Dans les rues animées de la capitale du Togo, Lomé, des changements se produisent parmi les conducteurs de motos-taxis de la ville. Ils se tournent vers l'électrique. Dans une station d'échange de batteries, les conducteurs partagent rapidement leur enthousiasme pour leurs nouvelles motos électriques, qui remplacent les modèles à essence qu'ils conduisaient auparavant.

« Je peux dire qu'il y a quatre avantages à utiliser une moto électrique. Premièrement, la moto électrique coûte deux fois moins cher à l'usage. Deuxièmement, elle n'explose pas en cas d'accident. Troisièmement, elle réduit le bruit et la pollution de l'air. Et quatrièmement, elle est plus agréable à conduire », explique Aounon Yao, qui a récemment abandonné sa moto à combustion.

Malgré les avantages évidents du passage aux motos électriques, la transition vers l'abandon du moteur à combustion a été lente dans toute l'Afrique. L'on estime à 27 millions le nombre de véhicules à deux ou trois roues en circulation en

polluent l'air et réchauffent la planète. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) aident les gouvernements de 41 pays à accélérer l'adoption de la mobilité électrique dans le cadre du Programme mondial de mobilité électrique.

Le programme a aidé le Togo à se rapprocher des objectifs de l'Accord de Paris en soutenant le développement d'une politique nationale de la mobilité électrique. Cette politique vise à mettre en place des mécanismes réglementaires et fiscaux pour généraliser les véhicules électriques. Mery Yaou, directrice de l'Environnement

Les recherches montrent que le passage des deux et trois-roues à l'électrique pourrait réduire de 500 à 600 tonnes les émissions de dioxyde de carbone chaque année. Cependant, en Afrique, seulement 20 000 motos électriques environ ont été déployées sur le continent, soit moins de 0,5 % de l'ensemble du parc de motos. Les raisons de cette lenteur sont multiples.

Depuis les années 90, la popularité des deux et trois roues a explosé, principalement en raison de l'incapacité des services de transport public à desservir la population dans les zones urbaines et rurales.

L'absence de financement pour les importateurs de motos électriques a freiné son développement, tout comme l'insuffisance des infrastructures de recharge et d'échange des batteries.

de serre de plus de 40% d'ici à 2030 pour maintenir le réchauffement en dessous de 1,5°C et éviter les pires conséquences du changement climatique.

Les combustibles fossiles, notamment le pétrole, le charbon et le gaz, sont responsables de près de 90% des émissions de dioxyde de carbone. Les experts estiment qu'il est urgent de passer à des sources d'énergie alternatives.

La directrice de la division Industrie et économie du Pnue, Sheila Aggarwal-Khan, affirme qu'il est essentiel que les pays à revenu faible et intermédiaire fassent partie d'une transition mondiale vers une mobilité électrique à zéro émission pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et réduire la pollution de l'air. « Les véhicules à deux et trois roues jouant un rôle important dans les économies locales, l'Afrique a le potentiel de sauter le pas de la mobilité conventionnelle en passant directement aux véhicules électriques. L'exemple du Togo démontre qu'une combinaison d'initiatives du secteur privé et de soutien gouvernemental peut accélérer l'introduction de la mobilité électrique qui répond aux besoins du marché local, à partir de la base », explique madame Aggarwal-Khan.

Les transports alimentés par des batteries sont plus propres que les transports en commun alimentés par des combustibles fossiles. Cependant, ils ont aussi un coût environnemental. Les batteries lithium-ion nécessitent l'extraction de minéraux, en particulier le lithium et le cobalt, tandis qu'une élimination inadéquate des batteries peut nuire à l'environnement.

Parallèlement aux travaux visant à accélérer l'adoption de véhicules électriques au Togo et dans le monde entier, le Pnue redouble d'efforts

pour développer une économie circulaire pour les batteries de véhicules électriques. En encourageant la conception de batteries innovantes et en augmentant le recyclage dans l'industrie des batteries, les pays peuvent réduire les besoins en matières premières vierges.

Au Togo, le message est clair : « Faites tout votre possible pour remplacer votre moto à combustion par une moto électrique. Étant donné que l'environnement est tout, nous ne devons pas contribuer à sa dégradation », déclare Amegan Kpe Yao, conducteur de moto électrique. La première Journée internationale des énergies propres a eu lieu le 26 janvier afin de sensibiliser et de mobiliser le public pour mener des actions en faveur d'une transition juste et inclusive vers l'énergie propre, au bénéfice des populations et de la planète.

Pour respecter l'Accord de Paris et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), le taux annuel d'efficacité énergétique doit être doublé d'ici 2030. Le Pnue œuvre en collaboration avec des partenaires pour améliorer l'efficacité énergétique et renforcer les arguments commerciaux en faveur de l'efficacité énergétique, y compris au niveau des villes.

Le programme mondial de mobilité électrique du Pnue travaille actuellement avec le soutien du Fonds pour l'environnement mondial, de l'Union européenne, de l'Initiative allemande pour le climat, de la Coalition pour le climat et l'air pur, de la Fondation FIA et d'autres donateurs pour aider plus de 60 pays à revenu faible ou intermédiaire à passer des combustibles fossiles aux véhicules électriques.

Togo Matin et Pnue



Un conducteur de moto électrique à Lomé

Afrique, ce qui correspond à une valeur de marché annuelle estimée à 4,8 milliards de dollars. Moins de 1% de ces véhicules sont électriques.

La plupart des véhicules à deux ou trois roues utilisent encore des moteurs à combustion interne et des combustibles fossiles. Lorsqu'ils sont brûlés, les combustibles fossiles

au ministère togolais de l'Environnement et des Ressources forestières, explique que l'un des objectifs du gouvernement est de faire du pays un leader régional en matière de mobilité électrique. « Il y a déjà près de 3 000 motos électriques sur les routes du Togo, et je pense que le marché va s'étendre à toute la région », explique Mery Yaou.

Il est également nécessaire d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies nationales claires pour promouvoir, financer et développer la mobilité électrique à faible émission de carbone.

Réduction des émissions des émissions de gaz à effet de serre

Le monde doit réduire les émissions de gaz à effet



KFW

MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS
PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

CABINET

Programme de Promotion Intégrée de la Formation
Professionnelle et de l'Emploi (PIFPE)
BMZ-ID 2021 67 882 | KfW 47979

Avis d'Appel International à Manifestation d'Intérêt pour passation de marché de travaux

Pays : Togo

Agence d'exécution : Ministère délégué chargé de l'Enseignement Technique (MET)
c/o Immeuble des trois ministères, Av. de la nouvelle Présidence
MEPST, 2e étage porte PIFPE
Lomé TOGO

Projet : Programme de la Promotion Intégrée de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (PIFPE) – Composante 1 Promotion d'un Centre d'Excellence de Formation Technique et Professionnelle à la Plateforme Industrielle d'Adetkopé (CEFTP-PIA)
BMZ 2021 67 882

Objet du contrat : Marché de travaux pour la Construction du Centre d'Excellence de Formation Technique et Professionnelle à la PIA (CEFTP-PIA)

N° de référence : KfW N°510781

N° AOI : MEPST/MET-PIFPE-01

Soumission de la candidature : au plus tard le **Lundi 11 mars 2024 à 15h00 (GMT)**, en langue française, à l'adresse de l'Agence d'exécution (en un original et trois copies + une copie sur clé USB).

Adresse de l'Agence d'exécution :

Ministère délégué chargé de l'Enseignement Technique (MET)
c/o Immeuble des trois ministères, Av. de la nouvelle Présidence
MEPST, 2e étage porte PIFPE
Lomé TOGO

Financement : Coopération Allemande à travers la KfW – Banque de Développement**Mesures du projet :**

Construction d'un nouveau bâtiment RDC/R+1 (environ 6.000 m² de surface utile) sur une parcelle d'environ 10.500 m² pour le Centre d'Excellence de Formation Technique et Professionnelle à la Plateforme Industrielle d'Adetkopé (CEFTP-PIA) conçu dans une **approche environnementale, économique et sociale (architecture bioclimatique).**

AMI CEFTP-PIA

page 1

Obtention du dossier :

Le document de pré qualification pour ce marché de travaux peut être obtenu gratuitement à partir du **5 février 2024** auprès de l'Unité de Gestion du Projet au sein de MET (UGP du CEFTP-PIA) sur simple demande par courriel à ceftopia22@gmail.com (copie à louise_lisar@yahoo.fr, bokouk@yahoo.fr et linder@pem-consult.de). Le document sera remis exclusivement sous forme électronique (*.pdf).

Lomé, le 31.01.2024



AMI CEFTP-PIA

page 3

Le programme spatial comprend :

- Un atelier agroalimentaire
- Un atelier textile
- Un atelier Maintenance Industrielle
- Un atelier (hall) logistique
- Techniques
- Un espace d'accueil
- Une loge gardien
- Une salle de 1er Secours
- Des salles de classe
- Bureaux pour l'Administration
- Un Réfectoire / Salle Polyvalente
- Une bibliothèque / médiathèque
- Une crèche
- Des sanitaires Vestiaires/douches
- Espaces Végétaux (Plantes locales, non toxiques et adaptées au climat)

Procédure :

La sélection pour l'établissement d'une liste restreinte de maximum cinq candidats sera réalisée conformément aux Directives pour la Passation des Marchés de Prestations de Conseils, Travaux de Génie Civil, Installations, Fournitures et Services Divers dans la Coopération financière avec des Pays Partenaires – Janvier 2021
<https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/PDFDokumente-Richtlinien/FZ-Vergaberichtlinien-V-2021-FR.pdf>

Les candidats devront au minimum :

1. prouver leurs compétences et expériences dans les domaines des services demandés à savoir :

- a) construction d'infrastructures en BTC ou BTS / adobe / béton
 - b) installation photovoltaïque
 - c) toitures métalliques (alu ou alu-zinc)
 - d) menuiseries métalliques
- Béton armé (au moins 12.000 m³ sur les 5 dernières années)
 - Installation de structures métalliques (au moins 200 t sur les 5 dernières années)
 - Fabrication et/ou fourniture et mise en œuvre de BTC (Briques de Terre Compressée) au moins 2.500 m² les 5 dernières années
 - Systèmes de vitrage en aluminium (au moins 1.500 m² sur les 5 dernières années)
 - Installation d'approvisionnement en eau et système d'évacuation des eaux usées
 - Installation de systèmes électriques et réseaux informatiques
 - Installation de systèmes CVAC
 - Installation sanitaires
 - Installation de systèmes anti-incendie
 - Installation de systèmes photovoltaïques (au moins 50 KW sur les 5 dernières années)

2. avoir un chiffre d'affaires moyen des 5 dernières années (2018-2022) au moins égal à 3 millions € soit 1 967 871 000 FCFA et justifier d'un ratio actuel (actifs courants / passifs courants) annuel d'au minimum 1,1.

NB : Les sociétés nouvellement créées et ayant moins de cinq (05) ans qui sont dans l'impossibilité de fournir les états financiers des cinq (05) dernières années (2018-2022) exigés sont autorisées à prouver leur capacité économique et financière par tout autre document substitutif distinct de l'attestation de capacité financière.

3. être soit un entrepreneur ou ensemble international et pluridisciplinaire installé au Togo, soit un Joint-Venture composé d'au moins un entrepreneur ou ensemble international (Entrepreneur Principal) et un entrepreneur ou ensemble Togolais.

AMI CEFTP-PIA

page 2



Sécurité et liberté avec nos cartes



VISA



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

